



MARCHES
DES ORGANISMES
DE SECURITE
SOCIALE

C.C.P.
POUR MARCHES DE FOURNITURES COURANTES
ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

MISE À DISPOSITION DE DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE BOISSONS FROIDES ET CHAUDES ET DE DENRÉES ALIMENTAIRES

Identification de l'organisme
CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU BAS-RHIN
22 route de l'hôpital
67092 STRASBOURG CEDEX

Marché N° PRL 2025-102

Table des matières

I.	Objet du marché.....	3
II.	Parties contractantes	3
III.	Pièces constitutives	3
IV.	Allotissement	4
V.	Forme du marché	4
VI.	Durée et reconductions	4
VII.	Conditions d'exécution	4
	7.1 périmètre du marché	4
	7.2 produits proposés	4
	7.4 Réassort et entretien des équipements	5
	7.5 Délais d'exécution	5
	7.6 Vérification des prestations / Procédure de validation	6
	7.7 Obligation de discrétion et de confidentialité	6
VIII.	Sous-traitance	7
IX.	Conditions d'exécution financière	7
	9.1 Prix du marché	7
	9.2 Variation dans les prix	7
	9.2.1 Mois d'établissement des prix	7
	9.2.2 Modalités de révision des prix	7
	9.3 Modalités de règlement	8
	9.4 Avance	8
X.	PENALITES.....	8
XI.	Vérification de la situation administrative des titulaires et des sous-traitants	9
	11.1 Assurances	9
	11.2 Lutte contre la fraude fiscale et le travail dissimulé	9
	11.3 Modification dans la situation du titulaire.....	10
XII.	Droit - Règlement des litiges.....	10
XIII.	Résiliation	10
XIV.	Protection des données	11
XV.	Dérogations au CCAG.....	11
	9.2.2 Modalités de révision des prix.....	11
	9.3.6 Facturation et paiement en cas de groupement.....	11

I. OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation porte sur la mise à disposition de distributeurs automatiques de boissons froides et chaudes et de denrées alimentaires au siège de la CAF du Bas-Rhin.

II. PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

-D'une part :

La Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin

22 route de l'Hôpital

67 092 STRASBOURG Cedex

Représentée par M. Brisbois, Directeur et désignée dans le présent CCP par l'expression « le Pouvoir Adjudicateur ».

-D'autre part :

l'Opérateur Économique qui conclut le marché avec le Pouvoir Adjudicateur et désigné dans le présent CCP par l'expression « l'Opérateur Économique » ou « le Titulaire ».

La personne habilitée à représenter le Pouvoir Adjudicateur est le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin. Le comptable assignataire est la Directrice Comptable et Financière de la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin.

Le Titulaire désigne, dès la notification du marché, un responsable ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du Pouvoir Adjudicateur ou de son représentant. Ce responsable est désigné dans le présent CCP par l'expression « le représentant de l'Opérateur Économique ».

Les échanges entre les parties concernant l'exécution opérationnelle du contrat sont réalisés via des adresses électroniques partagées pour permettre une meilleure circulation de l'information.

III. PIÈCES CONSTITUTIVES

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont, par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE), et ses annexes AE1 « Bordereau des prix », AE2 « Valeur technique » et AE3 « Valeur qualitative, environnementale et nutritionnelle »,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCP) et son annexe AX1 « RGPD »,
- Le cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS), arrêté du 30 mars 2021, exception faite des dérogations indiquées au dernier article du présent CCP,
- Le mémoire technique du titulaire.

Le présent marché est passé sous le fondement de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité sociale.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois « M₀ » défini à l'article 9.2 du présent CCP.

Les pièces mentionnées ci-dessus, y compris celles qui ne sont pas fournies avec le dossier de consultation, sont réputées connues. Les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.

Tous les documents, correspondances et factures doivent être rédigés en français. Les frais de traduction sont à la charge du titulaire.

Toute disposition du mémoire technique du titulaire, plus favorable au Pouvoir adjudicateur que les autres documents constitutifs du marché, prime sur ces derniers.

IV. ALLOTISSEMENT

Sans objet.

V. FORME DU MARCHÉ

Le présent contrat prend la forme d'un marché ordinaire à procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

VI. DURÉE ET RECONDUCTIONS

Le marché est conclu pour une période ferme de 4 ans à compter du 1^{er} mars 2026. Il ne pourra pas faire l'objet de reconduction.

VII. CONDITIONS D'EXÉCUTION

7.1 PÉRIMÈTRE DU MARCHÉ

Le présent marché porte sur la livraison, l'installation, la mise à disposition, l'entretien et le réassort de 3 distributeurs :

- Un distributeur de boissons chaudes
- Un distributeur de boissons froides
- Un distributeur de denrées alimentaires

Les distributeurs de boissons froides et de denrées alimentaires pourront être des distributeurs mixtes proposant à la fois des boissons et du snacking.

Le distributeur de boissons chaudes devra être compatible avec l'utilisation de mugs.

Les équipements pourront être neufs ou reconditionnés.

Les équipements seront installés au 7^{ème} étage du siège de la CAF du Bas-Rhin, sis 22 route de l'hôpital à Strasbourg. Il est précisé que cet étage est desservi par ascenseur.

Le siège de la CAF du Bas-Rhin compte un total de 500 agents. Toutefois, en tenant compte des absences prévue ou non (congés, arrêts de travail, télétravail, déplacements) l'effectif quotidien sur site oscille habituellement entre 200 et 300 agents.

7.2 PRODUITS PROPOSÉS

Le prestataire devra fournir les produits listés ci-dessous et respecter les spécifications détaillées :

Boissons chaudes

Cafés en grains (court, long, lait)

Cafés lyophilisés (court, long, lait)

Cappuccino

Chocolat chaud

Thés (noir et/ou vert et/ou menthe)

Soupes

Pour toutes les boissons proposées, il devra être possible de choisir la quantité de sucre souhaitée.

Le prestataire pourra proposer d'autres boissons en plus de celles citées ci-dessus (choco-noisette, macchiato, etc.)

Boissons fraîches

Jus de fruits (25 et/ou 33 cl)

Soda (33 et 50 cl)

Eau plate (50 cl)

Eau gazeuse (50cl)

Eau aromatisée (50 cl)

Sauf demande expresse du pouvoir adjudicateur, les sodas ne pourront représenter plus de 50% de l'offre totale de boissons fraîches. La CAF du Bas-Rhin se réserve la possibilité de demander une modification des proportions des différents types de produits proposés.

Snacking

Barres chocolatées

Confiseries sucrées

Barres céréales / énergétiques

Biscuits secs / madeleines

Autres produits sucrés (Compote de fruits, Yaourt à boire, etc.)

Chips / Biscuits apéritifs / Mini-saucissons

Sauf demande expresse du pouvoir adjudicateur, les produits de nutriscore « E » ou équivalents ne pourront représenter plus de 50% de l'offre de snacking. La CAF du Bas-Rhin se réserve la possibilité de demander une modification des proportions des différents types de produits proposés, ainsi que de supprimer temporairement ou durablement les produits nutriscore « E » ou équivalents.

Plats

Sandwichs

Pasta-box

Autres plats (Salades, hamburgers, etc.)

Le prestataire devra garantir la disponibilité d'au moins trois plats différents, dont une alternative végétarienne.

7.4 RÉASSORT ET ENTRETIEN DES ÉQUIPEMENTS

Le prestataire a la charge le réassort et l'entretien des équipements mis à disposition en conformité avec les exigences du présent CCP. Il devra réaliser deux passages hebdomadaires au minimum afin de prévenir tout risque de rupture d'approvisionnement, de retirer les éventuels produits périmés et d'assurer un nettoyage et une désinfection des équipements conformes à la réglementation en vigueur.

7.5 DÉLAIS D'EXÉCUTION

Délai d'installation et de mise en marche des équipements :

Ce délai est fixé à 8 semaines maximum à compter de la notification du marché.

Délai en cas de panne ou de dysfonctionnement :

Pour toute panne signalée avant 12h00, le délai est ainsi fixé à « J ». Pour les pannes signalées après 12h00, le délai est fixé à « J+1 ».

Délai en cas de rupture d'approvisionnement :

Pour toute rupture signalée avant 12h00, le délai est ainsi fixé à « J ». Pour les pannes signalées après 14h00, le délai est fixé à « J+1 ».

7.6 SUIVI DES PRESTATIONS

Le titulaire est tenu de fournir un compte rendu annuel détaillant la volumétrie traitée. Des réunions de suivi seront organisées annuellement, à la demande du pouvoir adjudicateur. Ces réunions ont pour objectif d'évoquer les éventuelles difficultés rencontrées dans le cadre de l'exécution des prestations. Ces réunions se dérouleront dans la mesure du possible en présentiel, dans les locaux du siège de la CAF du Bas-Rhin. Le coût de ces prestations de suivi est réputé inclus dans les prix du titulaire. A des fins de suivi qualité, la CAF du Bas-Rhin se réserve en outre la possibilité de mener des enquêtes auprès des usagers. Les résultats de ces enquêtes seront alors transmis au prestataires.

7.7 VÉRIFICATION DES PRESTATIONS / PROCÉDURE DE VALIDATION

7.7.1 Organisation de la prestation

Sans objet.

7.7.2 Obligation de moyens / de résultat

Dans le cadre de l'obligation de résultat, le titulaire sera réputé mettre en œuvre tous les moyens techniques et humains qui permettront d'assurer les prestations demandées par le Pouvoir Adjudicateur. Il ne pourra en aucun cas, invoquer une méconnaissance des prestations à réaliser, des volumes à traiter ou toute autre difficulté pour justifier un retard ou produire une demande financière supplémentaire.

7.7.3 Vérifications et admissions

Les dispositions des articles 27 à 30 du CCAG-FCS s'appliquent.

7.8 OBLIGATION DE DISCRÉTION ET DE CONFIDENTIALITÉ

Sans préjudice de l'application de l'article 5 du CCAG-FCS et dans le cadre des dispositions prises par le Pouvoir Adjudicateur, l'Opérateur Économique se soumet à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires à la protection du secret.

L'Opérateur Économique qui, à l'occasion de la livraison, de la fourniture ou de l'exécution du service du présent marché a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements, documents, techniques, méthodes, procédés ou objets quelconques appartenant au Pouvoir Adjudicateur ou aux occupants du site, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de l'émetteur ou du Pouvoir Adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes.

En cas de non-respect de cette obligation, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels le Pouvoir Adjudicateur ou la personne affectée peut prétendre.

En outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation immédiate, de plein droit et sans indemnité du présent contrat.

L'Opérateur Économique doit s'assurer que les entreprises sous-traitantes placées sous sa responsabilité respectent cette clause.

Si le titulaire dispose de moyens d'accès aux locaux (clés, badges), il s'engage à respecter les consignes relatives à la sûreté données au moment de la remise de la décharge.

7.9 PRINCIPES GÉNÉRAUX DE SÉCURITÉ

Le pouvoir adjudicateur assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prend l'entreprise intervenant dans le cadre du présent marché. Le titulaire est tenu d'informer ses salariés des risques et des mesures de prévention prises et demeure responsable de l'application de ces mesures, nécessaires à la protection de son personnel.

Conformément à l'article 7 du CCAG-FCS, le titulaire veillera à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de santé et de sécurité des personnes, et de préservation du voisinage.

VIII. SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance sera réalisée dans les conditions définies par les articles L.2193-1 à 7 et R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique.

Le titulaire est tenu de déclarer et de faire agréer par le pouvoir adjudicateur ses sous-traitants avant tout commencement d'exécution des prestations sous-traitées.

La déclaration de sous-traitance précise tous les éléments des articles R.2193-1 à 16 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- Le détail des prestations exécutées par le sous-traitant,
- Le compte à créditer.

Lorsque la déclaration est présentée dans l'offre, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

IX. CONDITIONS D'EXÉCUTION FINANCIÈRE

9.1 PRIX DU MARCHÉ

9.1.2 Prix du marché

Les prix unitaires en € TTC des produits proposés sont indiqués à l'annexe AE1 « Bordereau des prix » du présent contrat. Les prix sont nets, en euros. Ils correspondent à l'entière et parfaite exécution des prestations dans le cadre du présent marché. De manière générale, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations ainsi que toutes les dépenses afférentes à leur exécution. La livraison, l'installation, l'entretien la maintenance des distributeurs sont notamment réputés compris dans le prix des boissons et des consommations. Aucun frais supplémentaire ou annexe ne sera supporté par la CAF du Bas-Rhin.

9.1.3 Impact de l'ajout/suppression/suspension de sites ou d'installations

Sans objet.

9.2 VARIATION DANS LES PRIX

9.2.1 Mois d'établissement des prix

Par dérogation aux articles 10.1.2 et 10.2.4 du CCAG-FCS, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois d'octobre 2025 ; ce mois est appelé « mois zéro » (M₀).

9.2.2 Modalités de révision des prix

Les prix fixés à l'annexe AE1 « Bordereau des prix » sont révisables à la date anniversaire du marché avec effet au début de la nouvelle période contractuelle. Ils sont révisés à l'aide de la formule suivante :

$$P = P_o \times IND / IND_{Mo}$$

Dans laquelle :

P = Prix unitaire H.T. révisé

P_o = Prix unitaire H.T. figurant à l'acte d'engagement (prix initial)

IND = Dernière valeur connue de l'indice INSEE des prix à la consommation pour l'ensemble des ménages – Base 2015

IND_{Mo} = Valeur de l'indice, au mois précédant l'établissement des prix figurants au bordereau des prix (octobre 2025).

L'historique de l'indice est consultable à l'adresse suivante :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001763858>

Clause de sauvegarde :

En cas de variation conduisant à un taux d'augmentation des prix supérieurs à 4% par an, l'organisme se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, par dérogation aux articles 38 à 42 du CCAG-FCS. Dans cette hypothèse, afin de tenir compte des délais nécessaires à la passation d'un nouveau marché, la résiliation ne prendra effet que 3 mois après la date prévue pour l'application des nouveaux prix. Les prix applicables pendant cette période de trois mois seront ceux appliqués lors de la période précédente augmentés au maximum de 4%.

9.3 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Les paiements sont réalisés sur les distributeurs par les usagers.

Les distributeurs proposés doivent accepter les modes de paiement suivants :

- Espèces
- Carte bancaire
- Carte de titres de restauration (Edenred, Pluxee, Upcoop, etc.). A ce titre, il est indiqué que le prestataire actuel, Edenred, est susceptible de changer courant 2026.
- Badge rechargeable via les moyens de paiement listés ci-dessus

9.4 AVANCE

Sans objet.

9.5 CESSIION ET NANTISSEMENT DE CRÉANCES

Les créances nées ou à naître dans le cadre du présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-46 et R.2191-47 du code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R.2191-60 du code de la commande publique est le Directeur de la CAF du Bas-Rhin ou son représentant habilité.

En cas de sous-traitance, le marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

X. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont dues dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de retard concernant la livraison et/ou l'exécution de la prestation, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable les pénalités suivantes :

Pénalités liées au délai d'installation et de mise en marche des équipements :

La pénalité applicable est de 30 € par jour ouvré de retard.

Pénalités liées au délai en cas de panne ou de dysfonctionnement :

La pénalité applicable est de 10 € par demi-journée ouvrée de retard.

Pénalités liées au délai en cas de rupture d'approvisionnement :

La pénalité applicable est de 5 € par demi-journée ouvrée de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAF-FCS, ces pénalités ne sont pas plafonnées.

XI. VÉRIFICATION DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE DES TITULAIRES ET DES SOUS-TRAITANTS

11.1 ASSURANCES

Avant tout commencement d'exécution et pendant toute la durée du marché, le titulaire doit justifier qu'il est en possession d'une assurance responsabilité civile et professionnelle garantissant les tiers et le pouvoir adjudicateur en cas d'accidents corporels ou matériels causés dans le cadre de l'exécution de ses prestations.

Le Titulaire est responsable des conséquences dommageables des faits et actes commis, de son fait ou de celui de ses préposés, à l'occasion de l'occupation des locaux et de l'utilisation des installations et du matériel mis à sa disposition, ainsi qu'à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans le cadre de l'exécution des prestations.

Sont entendus comme dommages, les dommages matériels directs que subiraient les biens et les agents des organismes du fait des agissements des préposés du Titulaire, ainsi que les dommages causés aux tiers.

11.2 LUTTE CONTRE LA FRAUDE FISCALE ET LE TRAVAIL DISSIMULÉ

Le titulaire produit, tous les six mois à compter de la notification du marché, les documents prévus aux articles R.2143-6 à 12 du code de la commande publique :

- Une **attestation fiscale**, qui permet de justifier de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la T.V.A. et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) qui peut être obtenue :
 - soit, directement en ligne via le compte fiscal (espace abonné professionnel) pour les entreprises qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés et assujetties à la T.V.A. : <http://www.impots.gouv.fr/>
 - soit, auprès du service des impôts via le formulaire n°3666 pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, notamment les entrepreneurs individuels (artisan, auto-entrepreneur)
- Une **attestation de vigilance** délivrée en ligne par l'URSSAF, datant de moins de 6 mois (*article D.8222-5 du code du travail*) : <https://mon.urssaf.fr/>
- La **liste nominative des salariés étrangers** employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail, conformément aux articles D.8254-2, D.8254-3, D.8254-4, D.8254-5 du code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance.
- Une attestation d'assurance Responsabilité Civile en cours de validité.

Le candidat établi dans un État membre de la Communauté européenne autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine, selon les mêmes modalités que celles qui sont prévues ci-dessus pour le candidat établi en France. Si le pays ne peut fournir ces certificats, le candidat étranger produira une déclaration sous serment ou dans les États où un tel serment n'existe pas, une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou autorité administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-13 du code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le pouvoir adjudicateur peut obtenir gratuitement directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Le candidat met à la disposition du pouvoir adjudicateur les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace.

À défaut de remise spontanée de ces documents, le titulaire sera mis en demeure de s'exécuter dans un délai maximum de 30 jours.

En cas de situation irrégulière en matière de travail dissimulé, les dispositions de l'article L.8222-6 du code du travail s'appliquent.

11.3 MODIFICATION DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution du marché.

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur.

Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société.

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau titulaire.

Il doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité des prestations.

Le pouvoir adjudicateur vérifie d'une part que le nouveau titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité du marché, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution du marché.

XII. DROIT - RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Le tribunal compétent pour tout règlement juridictionnel d'un litige né de l'exécution du présent marché est le Tribunal Judiciaire de Strasbourg.

XIII. RÉSILIATION

Outre le cas prévu à l'article 11.2 du présent CCP et en complément des cas prévus aux articles 39, 40 et 41 du CCAG, le non-respect des pièces générales et particulières du présent marché par le titulaire entraîne, après mise en demeure assortie d'un délai d'un mois restée infructueuse, une résiliation de plein droit sans indemnité et sans préavis.

La résiliation pourra également être prononcée unilatéralement et sans indemnité en cas de non-respect des dispositions contractuelles, en cas d'inexactitude des documents et renseignements transmis au titre des

articles R.2143-6 à R.2143-12 du code de la commande publique. Une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution d'un mois, est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, précise le manquement aux obligations contractuelles et mentionne la sanction envisagée. Si la mise en demeure est infructueuse, le marché est résilié par l'organisme, aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

XIV. PROTECTION DES DONNÉES

Tant pendant la durée du marché qu'après son expiration, toutes les informations et ou tous les documents de toute nature communiqués au titulaire par l'organisme ou dont le titulaire, ses salariés, collaborateurs ou sous-traitants auraient eu connaissance dans le cadre de l'exécution du marché sont strictement confidentiels et couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code Pénal) à l'exclusion des informations qui étaient notoirement et publiquement divulguées avant leur obtention et ou réception par le titulaire.

L'organisme se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ces obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

Tout manquement à ces obligations de confidentialité est susceptible d'entraîner la résiliation du marché aux torts du Titulaire, sans préjudice d'éventuelles poursuites pénales ultérieures qui seraient engagées à son encontre.

XV. DÉROGATIONS AU CCAG

Il est dérogé aux articles du CCAG-FCS suivants :

Clauses	Articles du CCP qui dérogent au CCAG-FCS	Articles du CCAG-FCS concernés
Pièces contractuelles	3. Pièces contractuelles	4
Mois d'établissement des prix	9.2.1 Mois d'établissement des prix	10.1.2 et 10.2.4
Clause de sauvegarde	9.2.2 Modalités de révision des prix	38 à 42
Facturation et paiement en cas de groupement	9.3.6 Facturation et paiement en cas de groupement	12.1.3
Seuil d'application des pénalités	10. Pénalités	14.1.1
Plafond des pénalités	10. Pénalités	14.1.2
Calcul des pénalités	10. Pénalités	14.1.3